

Le webinaire s'est déroulé selon les règles de Chatham House. Les questions et réponses ont été regroupées et anonymisées.

I. Participants:

Hafez Ghanem, VP du GBM Région Afrique

14 conseillers actuels

2 experts du réseau

9 employés de la Banque mondiale

II. Notes de la discussion

1. Questions relatives au gel de la dette et au soutien ciblé

Q : Comment les actions des agences de notation influent-elles sur les résultats du gel de la dette? Par exemple, Fitch a annoncé que « des retards sur les paiements du principal ou des d'intérêts sur un prêt des banques multilatérales de développement de plus de six mois amèneraient Fitch à classer la pleine exposition de cette banque multilatérale de développement comme étant altérée ».

Q: Que peut faire la Banque mondiale pour que la Chine se joigne à la campagne collective visant à alléger (ou à annuler) les dettes?

Q: Comment les pays peuvent-ils continuer à mobiliser des ressources? Ont-ils besoin de plus de financement concessionnel?

Q : De nombreux pays africains sont classés parmi les pays à « risque le plus élevé » au monde en termes d'exposition au COVID-19 et d'un accès insuffisant aux soins de santé pour en atténuer l'impact. L'OMS a déclaré que la plupart des 15 pays qui sont en péril et qui ont besoin d'un soutien dans leur préparation à la lutte contre la pandémie du virus se trouvent en Afrique. Quelles mesures spécifiques ou financement ciblé la Banque mondiale est-elle en train de fournir spécifiquement à ces pays les plus à risque, pas disponibles à tous les pays à faible revenu ou à revenu moyen ?

Discussion:

La dette existante est divisée en trois parties — bilatérales publiques, privées et multilatérales.

Les créanciers publics bilatéraux se sont mis d'accord sur un moratoire sur le paiement des intérêts et du principal jusqu'à la fin de 2020. Cela pourrait être prolongé. La crise ne disparaîtra pas d'ici la fin du mois

de décembre. Des demandes ont été faites au niveau du G20 pour une prolongation et le G20 a laissé la porte ouverte à cette possibilité.

En ce qui concerne les agences de notation, la position officielle de l'agence de notation Fitch est qu'un gel de la dette convenu par un créancier n'est pas considéré comme un défaut de paiement et n'affectera pas la cote de crédit du pays.

Plusieurs multilatéraux voulaient faire un gel, mais ont reçu un message clair des agences de notation que cela augmenterait le coût du financement. Les multilatéraux fonctionnent en ayant des cotes triple A afin qu'ils puissent recueillir des fonds à moindre coût pour les pays. Les multilatéraux étudient maintenant différentes options pour recueillir des fonds et trouver des moyens imaginatifs d'aider les pays par le biais de transferts avec un élément de subvention plus important.

La dette privée est une histoire plus compliquée. Nous devons trouver des moyens de traiter la dette privée sans amener les agences de notation à déclasser les pays.

La plus grande partie de la dette bilatérale non concessionnelle provient de la Chine. La Chine, qui fait partie du G20, a accepté un gel de la dette. Un problème à moyen/long terme est que la dette chinoise n'est pas concessionnelle à des taux d'intérêt élevés, ce qui est insoutenable pour de nombreux pays. Une complication importante de la discussion avec la Chine est qu'il n'y a pas un unique créancier chinois centralisé aux pays africains. Par exemple, le ministre chinois des Finances, principal partenaire de discussion de la Banque mondiale, ne contrôle pas les principales banques d'exportation. Toutefois, la Banque mondiale poursuit les discussions avec les Chinois sur la restructuration de la dette, ce qui a déjà été fait en Éthiopie par exemple.

Les pays ont vraiment besoin de plus de financement concessionnel, mais il est également crucial pour eux de ne pas perdre la dynamique du bon travail qui a été fait sur la mobilisation des recettes intérieures. Il est crucial pour les pays africains d'utiliser cette crise pour lutter contre les flux illicites de capitaux et pour mieux gérer les revenus des secteurs des ressources naturelles. Alors que la communauté internationale se mobilise, les pays doivent aussi créer eux-mêmes l'espace budgétaire.

En ce qui concerne le soutien aux pays les plus vulnérables qui sont les plus à risque : la plupart des projets accélérés du GBM qui sont mis en œuvre sont des projets de santé dans les pays de l'IDA. Nous travaillons également avec l'UA et le centre pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) à trouver une approche africaine de la crise. Aucun pays ne sera épargné - nous devons renforcer les systèmes de santé à tous les niveaux et profiter de l'occasion pour investir dans les secteurs de la santé - qui, de la même manière que l'éducation, ne devraient pas être un secteur financé par les donateurs.

1. Questions autour de la réouverture intelligente / confinement intelligent

Q. Quel est le rôle du commerce électronique alors que les pays s'orientent vers un confinement intelligent? Une option pour le commerce électronique est de permettre la circulation des biens

essentiels, mais pas un commerce électronique généralisé parce que les travailleurs se déplaçant le long de la chaîne d'approvisionnement en commerce électronique pourraient propager le virus.

Q. Les pays devraient-ils imposer des règlements sur le tabac? D'une part, les produits du tabac ne devraient pas être vendus lors d'une pandémie respiratoire, mais d'autre part, l'État perd des revenus et le commerce illicite prospère.

Discussion:

Les réponses politiques doivent également être conscientes de la protection de la mobilisation des recettes intérieures et des moyens de subsistance économiques. La réponse budgétaire ne doit pas compromettre les efforts déployés pour sortir de la crise. Les experts de la santé devraient peser l'importance du tabac en tant que facteur de complication dans le cas du COVID-19 avant qu'une décision sur une interdiction ne soit prise.

Comme point de départ, les seules choses qui devraient être carrément interdites sont des choses qui induisent clairement des interactions sociales plus importantes; tels que les événements sportifs, les concerts et les grandes concentrations de personnes. Toute l'économie est fragile en ce moment, et il est important de garder la bonne volonté de la population dans la mesure du possible, afin que la population soit plus encline à la coopération et à l'autodiscipline. Par conséquent, c'est une bonne idée d'essayer d'éviter les interventions à moins qu'il n'y ait de très bonnes raisons médicales qui les sous-tendent.

Un article récent (Mahoney et coll.) suit les mouvements des gens à travers le monde pour essayer de comprendre les déterminants de la distanciation sociale. Le principal déterminant est le libre arbitre des gens, pas la coercition. La volonté de participer fait la différence. Faire participer les gens à la solution au lieu de les punir est probablement une meilleure façon d'amener les gens à la distanciation sociale.

Pour les pays dotés d'une bonne infrastructure numérique, ce serait un manque de ne pas tirer parti de cela en ne permettant pas au commerce électronique de prospérer. Une façon de le faire tout en protégeant les gens est de traiter les travailleurs de la chaîne d'approvisionnement du commerce électronique comme des travailleurs essentiels — en leur fournissant des tests réguliers et des équipements de protection personnelle (EPP) approprié — pour s'assurer qu'ils maintiennent l'activité économique.

Dans de nombreux pays, sans l'intervention gouvernementale, les entreprises elles-mêmes privilégient et dépriorisent les biens non essentiels sur les plateformes de commerce électronique. Cela pourrait permettre au commerce électronique de prospérer sans imposer d'interdictions gouvernementales. Pour les entreprises en difficulté comme les magasins de détail ou les restaurants, un passage au commerce électronique peut être leur meilleure bouée de sauvetage, et en passant des services de livraison, des ramassages en bordure de route et des comptoirs d'achat de denrées prêt-à-emporter en bordure de route/"vente à emporter" permettant à ces entreprises de fonctionner tout en protégeant contre des niveaux plus évitables de rassemblement sociale.

1. Questions autour du numérique

Q: Les systèmes numériques semblent essentiels pour maintenir les systèmes de production à un minimum (par exemple le télétravail, l'éducation, la santé). Nos pays doivent absolument l'intégrer dans nos stratégies de croissance post-covid, que prévoit la Banque mondiale pour nous soutenir?

Discussion:

Une chose que la crise du COVID-19 a démontré, c'est que le numérique n'est pas un luxe pour les pays africains. La Banque mondiale travaille déjà avec certains pays pour mettre en place des plateformes numériques pour les programmes de protection sociale. Ils sont basés sur la reconnaissance que les paiements numériques sont le meilleur moyen de maximiser la transparence et de minimiser les pertes pour les transferts sociaux. Une partie importante de la réponse à l'avenir est de trouver des moyens d'étendre cette couverture numérique. Cela s'inscrit dans le cadre d'un engagement continu de la Banque mondiale avec le [Digital Moonshot for Africa](#).

1. Questions sur les chaînes d'approvisionnement, la logistique et l'insécurité alimentaire

Q : L'infrastructure pour la logistique alimentaire est un enjeu important. La Banque mondiale peut-elle s'engager dans un programme spécifique pour aider à financer une taille critique d'infrastructures afin de s'attaquer à la question de la logistique?

Q : Comment soutenir les institutions régionales, à l'échelle de l'Afrique et des sous-régions?

Q : Comment pouvons-nous soutenir le secteur privé et comment la SFI peut-elle aider?

Discussion :

Nous devons penser à cette crise non seulement en tant que pays, mais aussi faire intervenir les institutions régionales. En Afrique de l'Ouest, par exemple, une bonne partie de la dette est en fait due au marché obligataire régional. Le rôle des banques centrales est crucial. Un certain nombre de banques centrales devraient aller au-delà de la réduction des taux d'intérêt et de l'octroi de liquidités aux banques pour soutenir le secteur privé.

Le secteur de la logistique pourrait être l'un des gagnants potentiels de la crise. L'investissement dans le secteur privé pourrait être crucial maintenant, et éviter de dépendre du financement public. Il pourrait y avoir d'importantes initiatives avec la SFI.

2. Questions autour des communications Covid-19

Q : Comment les pays devraient-ils communiquer avec des populations fortement influencées par les opinions religieuses et traditionnelles?

Q : Comment les gouvernements peuvent-ils mobiliser les ressources des groupes confessionnels dans la lutte contre le COVID-19 ?

Discussion :

Il est très important d'impliquer les groupes confessionnels et les chefs religieux dans la stratégie de communication du gouvernement. L'expérience d'Ebola a montré que la communication était plus efficace au niveau local. Les pays devraient compter sur les leaders locaux pour faire en sorte que la population fasse partie de la solution.

Un bon exemple de l'engagement du gouvernement avec les groupes confessionnels a été celui d'Afrique du Sud, où le Président a fait un pèlerinage très limité avec les dirigeants de l'une des plus grandes églises. Ils se sont adressés à la nation à la télévision. Le président a également eu une réunion publique avec les dirigeants d'église, et a intégré des recommandations de leur part dans la réponse COVID-19. Par exemple, le Conseil chrétien des Églises a plaidé en faveur de bons et d'argent plutôt que de colis alimentaires, pour des raisons de dignité.

1. III. Points importants à retenir

- 1) Les pays africains ont besoin de la communauté internationale, mais doivent également renforcer les organisations et la coopération régionales et sous-régionales.
- 2) Il est essentiel de continuer à investir dans des secteurs qui permettent une reprise rapide - logistique, numérique, capital humain.
- 3) La mobilisation des recettes intérieures reste importante — il y aura une tendance à tout déplacer vers l'intervention d'urgence, mais les pays ne devraient pas oublier de planifier pour l'avenir.
- 4) Les banques centrales ont un rôle à jouer pour aider la reprise du secteur privé. Elles peuvent ne pas prêter directement aux entreprises, mais peuvent soutenir les banques commerciales en mettant à disposition des lignes de crédit et des garanties. La SFI a un rôle complémentaire. Il y a peut-être des possibilités pour le secteur privé de prospérer.
- 5) Le moment est venu d'éliminer les barrières molles aux commerces intrarégionaux et chaînes logistiques. Il peut y avoir des possibilités d'éliminer les obstacles non tarifaires et expérimenter des voies qui, en période « normale » ne serait pas possible, comme la suppression de nombreux règlements à la fois pour voir ce qui pourrait se passer.
- 6) Communication — la crise souligne la nécessité d'avoir un groupe de travail coordonné et hautement technique. Le leadership du chef de l'exécutif est extrêmement important. Egalement importante est la résolution de problèmes au niveau communautaire et le rôle des organisations confessionnelles. Ils doivent être impliqués pour toucher plus de gens et tirer parti de la confiance et de la crédibilité qu'ils pourraient avoir dans différentes communautés.